

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
Ficcobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L • Grèce :
22 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

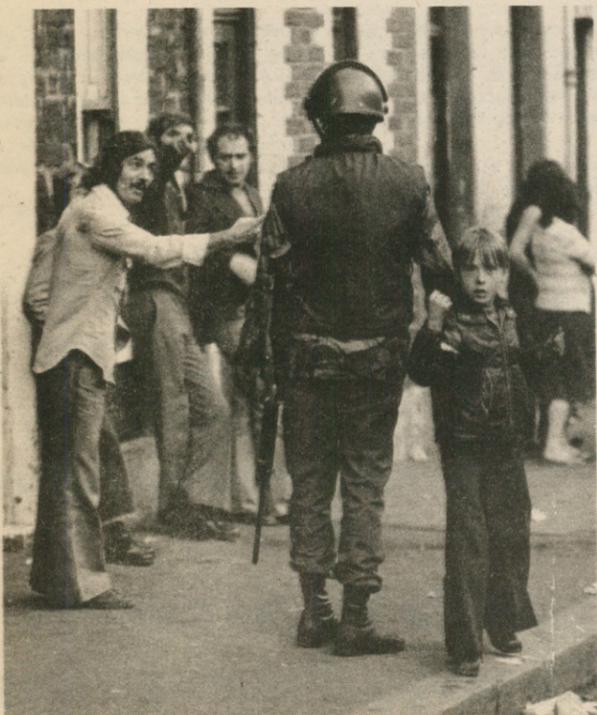
rouge

quotidien communiste révolutionnaire

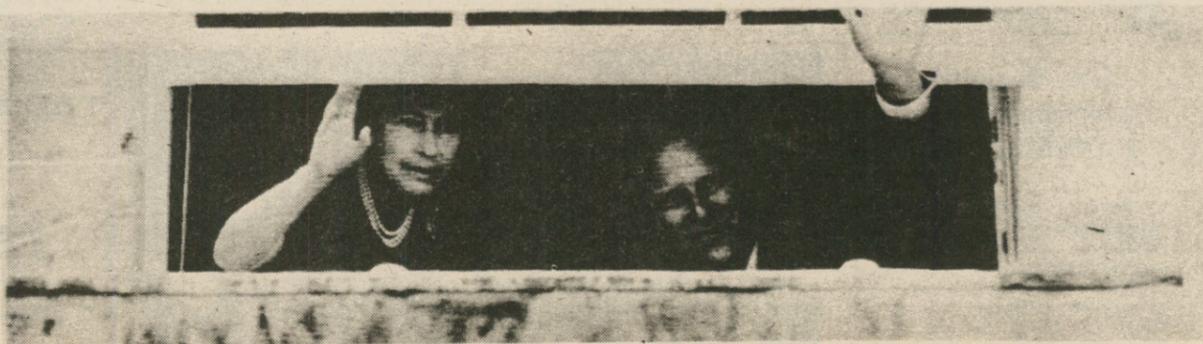
1F 80

**Le PCF
et l'impérialisme
aujourd'hui**

Lire page 2



ELISABETH EST PARTIE, LA DOMINATION BRITANNIQUE RESTE



Un geste timide de la main aux quelques enfants réunis pour la circonstance dans les jardins de l'université de Coleraine ; la fenêtre n'est qu'entrebaillée par peur des tireurs de

l'IRA, qui en général ne sont pas maladroits... Cela aura été le seul « contact » de la reine avec ses « fidèles sujets » d'Ulster. Une photo qui tient lieu de bilan.

La rencontre de la dernière chance au Parisien libéré

Hier, toute la journée, Beullac, ministre du Travail a reçu successivement la direction du « Parisien Libéré » et les représentants syndicaux de la CGT. Mais à l'heure du bouclage de « Rouge », rien n'avait filtré d'un quelconque résultat de ces entretiens.

Jeudi matin, donc Claude Bellanger du Parisien a rencontré le ministre, à l'issue de l'entrevue, on s'est refusé de part et d'autre à toute déclaration.

L'après-midi, ce sont six représentants de la Fédération du Livre CGT dont Jacques Piot, secrétaire général FFTL, et Roger Lancry du Comité intersyndical du livre parisien qui étaient reçus. A 20 h, on ne savait rien des résultats de cette réunion, mais des observateurs annonçaient que « les négociations s'avèrent difficiles ». Cette réunion d'hier avait été qualifiée de « réunion de la dernière chance », (avant une grève de la presse). Dès le début de la semaine, devant le refus du gouvernement de donner sa signature à l'accord conclu en juillet entre les négociateurs du « Parisien », la CGT avait annoncé que des arrêts de publication de journaux pourraient intervenir. Le gouvernement était alors sorti de son mutisme (aucune réponse n'avait été donnée pendant près d'un mois aux demandes réitérées de la CGT), pour proposer cette rencontre avec le ministre du Travail.

Comme « Rouge » le laissait entendre dans son édition du 8 juillet, des considérations politiques opposant PR (Giscard) à RPR (Chirac) sont à l'origine de la façon de procéder du gouvernement. C'est ainsi qu'il faut comprendre les questions posées par Vivien, qui s'étonne que les « espoirs de solution » créés en juillet soient déçus des deux côtés et il demande à Beullac de lui indiquer « qu'elle est la position du gouvernement dans cette regrettable affaire qui n'est que trop duré ».

Rappelons que la lutte des travailleurs du « Parisien » dure depuis 28 mois et que plus de 500 travailleurs du Livre sont concernés.



TENG HSIAO-PING OUVRE LE XI^e CONGRES DU PC CHINOIS



**ET POURTANT
ELLE TOURNE**

**Négociations à Paris
sur le statut de
la Catalogne-Sud**

Des négociations concernant l'avenir de la Catalogne-Sud (qui regroupe les provinces de Barcelone, Taragone, Lerida et Gerone) ont commencé à Paris entre Sanchez Tera, représentant le gouvernement espagnol et le président en exil de la Généralité de Catalogne, Joseph Tarradellas. Au cours d'une conférence de presse tenue hier, les deux hommes se sont montrés optimistes sur la possibilité d'un accord. Tarradellas revendique un statut d'autonomie pour la province, similaire à celui dont elle jouissait entre 1932 et 1939.

**Une institutrice
communiste ouest-
allemande licenciée**

Sylvia Gingold, institutrice ouest-allemande, qui avait été candidate pour le DKP (Parti communiste) lors des élections de l'automne dernier, ne pourra plus exercer sa profession. C'est le tribunal de Kassel qui en a décidé ainsi, respectant ainsi le « berufsverbot » (interdiction professionnelle).

**La tournée de Vance
au Proche-Orient :
rencontre israélo-
arabe en septembre,
à New York**

Les divergences demeurent en Israël et les Etats-Unis sur le règlement pacifique au Proche-Orient, après le passage du secrétaire d'Etat américain à Jérusalem. Les dirigeants israéliens se sont fermement opposés à la création d'un mini-Etat palestinien, ainsi qu'à toute négociation avec l'OLP. Mais, cependant, les relations israélo-américaines ne souffriraient pas trop de contacts qui pourraient s'établir entre l'administration Carter et l'organisation palestinienne.

Israël a, d'autre part, accepté de négocier avec les Etats arabes par l'intermédiaire des Américains, à New York, en septembre prochain.

**Affrontements dans
plusieurs villes
d'Afrique du Sud**

Des incidents ont éclaté, mercredi soir, dans plusieurs villes et notamment au Cap où les autorités ont commencé à détruire les habitations de plusieurs milliers de squatters. La police est intervenue contre une centaine de Blancs qui étaient venus soutenir les squatters. A Pretoria, les étudiants ont repris le boycottage des cours et la fréquentation des lycées a été très réduite. A Alice, près de Port-Elisabeth, les autorités ont fermé trois écoles en raison du boycottage des cours.

**Clôture mouvementée
de la session parlementaire
portugaise**

La polémique entre le PS et le PC portugais s'est ravivée, mercredi, au cours de la dernière séance de l'Assemblée avant les vacances. Carlos Brito, député communiste, a, dans une déclaration, accusé les députés socialistes de ne pas respecter leur mandat et la volonté de leur électeur. Plusieurs députés socialistes, sur ce, ont quitté la salle. D'autres ont répondu en accusant la direction du PC d'entraîner sa base sur une voie « aventurisme » et en affirmant que le PC se retrouvera dans un ghetto et « fossilisé » s'il ne change pas d'orientation.

IRLANDE DU NORD

**ELISABETH PARTIE,
LES BRITANNIQUES RESTENT...**

Des coups de feu claquaient encore dans Belfast quand Elisabeth recevait sur son yacht illuminé quelques personnalités triées sur le volet, c'est-à-dire connues pour leur inconditionnalité à la couronne. Parmi celles-ci, deux dirigeants du mouvement des femmes pour la paix dont on avait fait tant de cas, il y a quelques mois, et qui dévoilaient bien là le caractère particulier de la paix pour laquelle elles militaient...

Pas plus que mercredi, la reine n'a eu de contact direct avec la population d'Irlande du Nord. Se déplaçant toujours en hélicoptère, elle s'est rendue à l'université de

Coleraine, tandis que la ville de Belfast était totalement encerclée par les troupes britanniques, sur un véritable pied de guerre depuis quarante-huit heures.

Malgré un avertissement de l'IRA qui menaçait de faire sauter des bombes dans l'enceinte de la réception, elle y a prononcé un discours radio-télévisé où, sous l'habituelle mièvrerie du ton royal, perceait la continuité de la politique anglaise en Irlande : « *Policiers et soldats bénéficient d'une réelle coopération... La vie normale continue... J'envisage avec plaisir le jour où je pourrai revenir...* »

Elisabeth est partie. Elle qui gagne cinquante-deux millions d'anciens francs par mois n'aura rencontré évidemment aucun des 23 % de chômeurs de la population catholique.

Son voyage n'a rien changé, sinon d'avoir montré un peu plus crûment la volonté de domination permanente de Londres. Il reste ce commentaire d'Ossie Lewis, syndicaliste londonien et membre de la délégation du mouvement ouvrier pour le retrait des troupes, que nous communiquait notre correspondant avant de se faire arrêter : « *La cause de la violence, c'est le rôle joué par les troupes britanniques. La visite de la reine est une provocation de*

l'impérialisme britannique qui s'accroche à sa dernière colonie. Je déplore que la majorité de la classe ouvrière britannique reste empreinte de chauvinisme et de monarchisme, et ceci en raison de la tradition réformiste des Trades Unions britanniques. »

S. P.

• Le correspondant de « Rouge » qui travaillait au siège du Republican News Service, agence de presse de l'IRA provisoire, a été arrêté par l'armée britannique hier matin et empêché de faire son travail. Il s'agit là, ni plus ni moins, d'un des multiples exemples des exactions permanentes de l'armée coloniale.



CHINE

**La tenue du XI^{ème} congrès
du PCC est confirmée à Pékin**

Les autorités chinoises ont, semble-t-il, confirmé la tenue, en ce moment dans la capitale, du XI^{ème} Congrès du Parti communiste. L'information a été donnée à Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, en visite actuellement en Chine, par un de ses hôtes.

Le congrès se tient apparemment au palais de l'Assemblée nationale où les journalistes ont pu noter la présence de nombreux autobus et limousines. Cependant, aucune précision n'est fournie sur la date d'ouverture de la réunion ni sur son déroulement. Il se pourrait que le congrès se soit ouvert mercredi. En effet, la rubrique du « Quotidien du Peuple » intitulée « Accueillons la convocation du XI^{ème} Congrès par des actes concrets » a disparu jeudi, le congrès étant déjà en session. Vu le goût du secret des dirigeants chinois, on doit se limiter à ces suppositions.

Vingt-neuf congrès provinciaux auraient élu les mille cinq cents délégués qui représentent une trentaine de millions de membres du PCC. Trois questions sont à l'ordre du jour du congrès : l'adoption du rapport du comité central préparé lors de sa session de juillet ; la modification des statuts du parti ; l'élection d'un nouveau comité central. La première question est évidemment la plus importante politiquement. Lors de la dernière réunion du comité central, en effet, Teng Hsiao-ping a été réintégré dans toutes ses fonctions, alors que « la bande des quatre » était exclue du parti. Il est donc plus probable que le rapport présenté au congrès sanctionne la victoire des propositions de Teng en matière de politique économique.

Le PCF et l'impérialisme français

Bourde d'un groupe de militants trop actifs, erreur collective de la direction du parti, le cocoricouac TF 1/Concorde s'inscrit de toute façon dans un contexte assez cohérent. En un an, le PCF, à la suite du XXII^{ème} Congrès, a « tourné » sur le Marché commun européen, fait marche arrière sur le service militaire, renoncé à son hostilité à la force de frappe nucléaire, laissé — ou fait — passer la question des TOM/DOM dans les chapitres de « politique intérieure » du Programme commun réactualisé...

Le débat actuel entre les partenaires de l'Union de la gauche sur la défense nationale et « l'indépendance » de la France remet à l'ordre du jour l'analyse des positions de la direction communiste sur l'impérialisme et les moyens de le combattre. Cette orientation est parfaitement explicitée dans un livre récent des éditions sociales : « L'impérialisme français aujourd'hui » (compte rendu des journées d'étude de la section de politique extérieure du CC du PCF, 22/23 mai 1976. Ed. sociales 1977).

1 / L'Impérialisme aujourd'hui

Ce livre, complété par d'autres articles (comme par exemple deux articles de Martin Verlet dans les Cahiers du communisme de mai et juillet 1977) fournit un cadre général des analyses du PCF sur l'évolution actuelle de la politique de l'impérialisme français et international. Ce cadre nous permet de comprendre la position de ce parti sur l'Europe et l'OTAN et de saisir la logique implacable de cette analyse qui ne peut être qu'un chauvinisme exacerbé — que nous connaissons déjà aujourd'hui et qui ne pourra aller que s'accroissant au cas où l'Union de la gauche viendrait au pouvoir.

**Les thèses fondamentales
du PCF**

On peut résumer en six grands points la démarche de la direction communiste.

— Le capital, la bourgeoisie s'organisant de façon toujours plus internationaliste, c'est aux forces de gauche, aux partis communistes en particulier qu'il revient de reprendre le flambeau du nationalisme révolutionnaire de 1789, trahi par la bourgeoisie en crise. — La défaite de l'impérialisme américain au Vietnam, la crise économique mondiale, la montée de la gauche dans les pays capitalistes européens et du mouvement de libération nationale

dans les ex-colonies obligent l'impérialisme à trouver de nouvelles formes de domination tout en resserrant son réseau récemment ébréché.

— Les Etats-Unis n'étant plus capables de tenir seuls le rôle de « gendarme international » doivent faire appel à des lieutenants ou sous-impérialismes régionaux (Brésil, Iran...).

— En Europe, ce rôle peu glorieux est dévolu à l'Allemagne fédérale appuyée sur deux béquilles : l'Internationale socialiste dirigée et financée par le Parti social-démocrate allemand (SPD), lui-même bénéficiant de sa présence au gouvernement ; d'autre part, la politique giscardienne de « renoncement national » qui accepte pour la France un rôle de brillant second au profit de « la RFA d'Helmut Schmidt qui a des exigences dominatrices » et, par conséquent de l'impérialisme international.

— Quels intérêts Giscard trouve-t-il à pratiquer une telle politique qui revient à brader tous azimuts le « potentiel national » ? C'est que, profondément en crise, l'impérialisme français ne peut plus pratiquer que deux « lignes de fuite » : la première le conduit « à s'arrimer au bloc impérialiste, à s'insérer toujours plus profondément dans l'atlantisme... notamment à travers l'élection d'un Parlement européen à caractère supra-national » ; la

deuxième, « qui est en même temps une ligne d'attaque : celle qui entraîne à multiplier les initiatives politiques, à développer... son agressivité à l'égard des jeunes nations, des peuples qui luttent pour leur souveraineté et pour la démocratie, à déprécier ses relations avec les pays socialistes ».

— Le bilan qu'en tire le PCF c'est que « le caractère de classe de cette politique est transparent.

Celle-ci répond à l'antagonisme qui oppose l'oligarchie financière au socialisme montant, à la démocratie. Mais, comme tout au long de l'ouvrage, rapports et contributions s'efforcent de bien démarquer la politique — odieuse — de Giscard de celle, progressiste, de De Gaulle, on est en droit de se demander quel pouvait bien être le « caractère de classe » de cette dernière ?

— Enfin, quels sont les moyens adoptés par l'impérialisme pour atteindre ses nouveaux objectifs ? D'une part, l'OTAN — dont on verra pourtant que son rôle n'est pas si noir que cela ; d'autre part, l'« agressivité » envers le Tiers-monde avec ventes d'armes et exportation du nucléaire ; enfin et surtout, car horriblement pernicieux : le « complot européen ».

Jean-François Godchau

Demain : le complot européen

**ARMES ITALIENNES
POUR L'AFRIQUE
DU SUD**

Un rapport présenté à la sous-commission de la Chambre des représentants des Etats-Unis démontre que l'Italie fournit des armes à l'Afrique du Sud, violant ainsi l'embargo de 1963 de l'ONU.

Rome livrerait ainsi des armes italiennes, mais aussi des armes américaines, allemandes et suisses fabriquées sous licence. La société qui contrôle ce fructueux marché est la Oto Melara de La Spezia. D'autres seraient également concernées, comme la Breda et l'Agusta. Toutes ces entreprises sont à capital majoritairement public. Cette nouvelle a suscité un virulent débat dans la presse italienne sur le contrôle des entreprises publiques déjà fortement critiquées pour leur gestion catastrophique.

ET POURTANT ELLE TOURNE

Arrestations à l'université de Brasilia

Treize étudiants et un journaliste ont été arrêtés, mercredi, sur le campus de l'université de Brasilia où se tenait une assemblée interdite par la police. Au cours des deux dernières semaines, plus de deux cents étudiants ont été arrêtés alors qu'ils protestaient contre des sanctions infligées à soixante de leurs camarades.

Si la plupart d'entre eux ont été relâchés, les principaux dirigeants étudiants sont encore détenus pour atteinte à la sécurité nationale.

Pots-de-coca... cola

La société Coca-Cola a fait des paiements d'un total de 1,3 million de dollars à des hommes politiques ou à des fonctionnaires gouvernementaux dans une vingtaine de pays, depuis plus de six ans, selon un rapport rendu public par la compagnie. Ces paiements ont été versés pour faciliter des demandes d'augmentations de prix, pour obtenir un traitement préférentiel dans les négociations commerciales; une partie aussi a été versée à titre de contribution politique. Le rapport ne dit pas cependant quels ont été les bénéficiaires de ces généreuses distributions.

Le drapeau US flottera sur Panama jusqu'en l'an 2000

Un accord de principe a été réalisé, hier, entre le gouvernement américain et le gouvernement panaméen sur la fin de la concession à perpétuité sur la zone du canal dont jouissent les Etats-Unis depuis le début du siècle. Cette présence directe américaine — présence essentiellement militaire en plus du contrôle du canal — a suscité de violentes mobilisations de la population panaméenne au cours des années soixante. Panama servait, en effet, de base d'entraînement aux troupes antiguérillas qui luttèrent contre le mouvement révolutionnaire latino-américain. Le traité qui vient d'être signé annule la concession « à perpétuité » et stipule que les USA garderont le contrôle direct de la zone du canal jusqu'en l'an 2000, après quoi, la zone passera sous le contrôle du gouvernement panaméen.

Ethiopie/Ogaden : démentis et confirmations sur la présence de troupes cubaines

La plus grande confusion règne en ce qui concerne la présence ou non de cinq mille hommes de troupe cubains aux côtés des forces gouvernementales éthiopiennes. Cette information a été donnée par le président du FLPE (Front de libération populaire de l'Erythrée), mais démentie par son concurrent du FLE (Front de libération de l'Erythrée). Elle a également été démentie par le gouvernement éthiopien. On sait cependant que Cuba a envoyé de nombreux instructeurs à l'armée éthiopienne et que l'URSS le soutient militairement. A suivre.



Tous au Larzac les 13 et 14 Août

Après les bergeries, un centre pour la paix

« Le système de défense de notre pays, lié à un Etat qui porte atteinte au cadre de vie des citoyens, agresse les travailleurs et s'attribue le monopole de la défense, nous paraît inefficace et dangereux. Nous avons nous-mêmes fait l'expérience, après d'autres populations (en Norvège, en Tchécoslovaquie, en Californie, aux Indes, dans la Ruhr...) de l'efficacité de la défense active non violente (désobéissance civile, non-collaboration, etc.). Et nous voulons par conséquent continuer à travailler à la recherche et à la réalisation d'une défense populaire non armée. Cela grâce à : un centre de documentation et de recherches (articles de journaux, livres, revues et autres publications, militaires et non violentes, de France et de l'étranger, fichiers, etc.); centre qui est aussi un centre de rencontres où seront organisées des sessions d'information et de formation pour tous ceux — groupes et individus, civils et militaires — qui sont intéressés par ces recherches.

« Les animateurs de ce centre, nos amis du CUN, tout en participant à notre lutte, partagent notre vie quotidienne (travaux agricoles) et

contribuent à notre réflexion sur les problèmes de défense. Ils occupaient pour cela, depuis octobre 1975, une ferme achetée par l'armée dont ils ont été chassés en octobre 1976.

« C'est donc pour donner à cette entreprise une plus grande dimension et créer de meilleures conditions de travail et d'accueil que nous allons entreprendre la construction de nouveaux locaux.

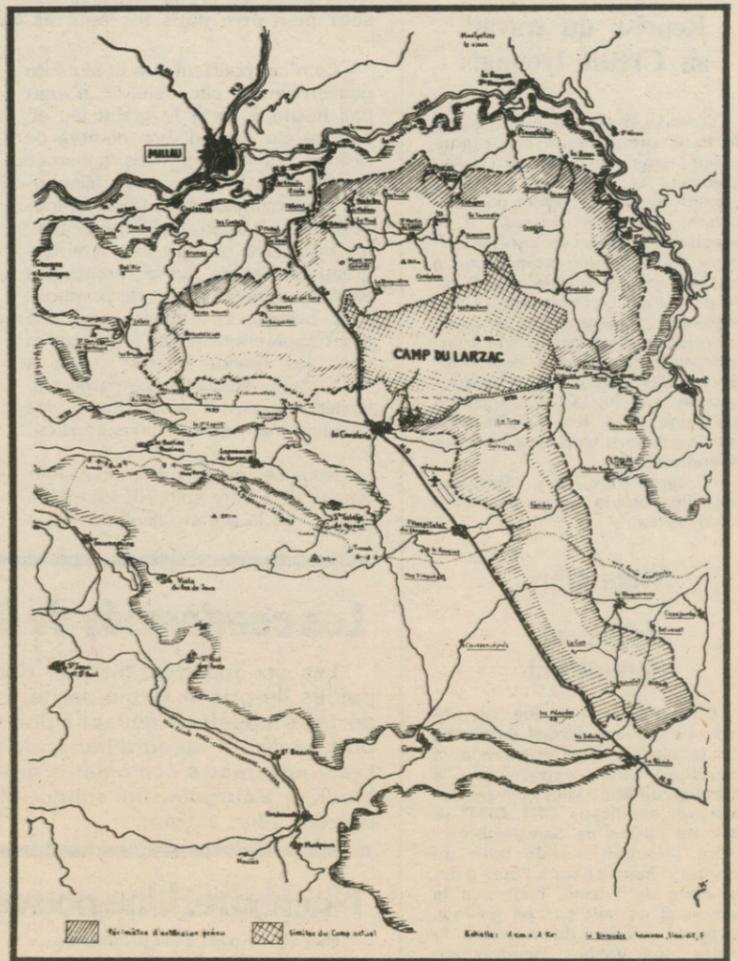
« En 1973 et en 1976, en bâtissant les bergeries illégales de La Blaquière et de Cavaliès, nous avons voulu affirmer notre volonté de vivre et de travailler au pays.

« En 1977, en construisant un centre de recherches et de rencontres pour la paix, nous voulons affirmer la dimension universelle de notre lutte.

« A cette occasion nous appelons dès maintenant des volontaires à nous aider pour la construction. Ils trouveront sur place des possibilités de ravitaillement.

« Un appel financier a été lancé pour soutenir cette réalisation, en même temps qu'est créée une société civile immobilière. Les parts de 200 F sont à faire parvenir à M^{re} Guy de Roquetaillade, 6, place du Manderous, 12100, Millau, au nom de SCICUN.

Le 23 juillet 1977
Les paysans du Larzac »



Radio-Larzac

Un groupe de militants a décidé de mettre une radio-pirate au service de la lutte des paysans du Larzac. Celle-ci se donne pour but de présenter à la population locale la manifestation des 13 et 14 août. Elle émettra aujourd'hui, à 19 h 30, sur modulation de fréquence, 93 MHz.

• Pour tous renseignements sur le chantier, écrire au CUN, Chemin de Saint-Martin à Pierre-fiche, 12100, Millau.

• Montpellier : Pour ceux et celles qui veulent en être de ce Larzac 1977, rendez-vous samedi à 15 h place des Arceaux. Soyez sympas, ne laissez pas votre voiture au garage, il y a des

copains qui n'en ont pas. • Assemblée générale des militants et sympathisants LCR, samedi à 18 h sur le plateau, devant le stand de « Rouge » et de la LCR-Millau.

Flamanville : Une allure d'état de siège

Nous avons abordé hier la situation du mouvement antinucléaire en Basse-Normandie. Nous rendons compte aujourd'hui des différents aspects de la lutte suscitée par le projet d'installation d'une centrale nucléaire à Flamanville.

Flamanville, le mardi 8 mars, 7 h 30 du matin : les engins arrivent (pelles, bulldozers, camions) et le passage leur est ouvert par un escadron de gardes-mobiles : 3 grands cars grillagés, un petit car et 7 estafettes. Dès 9 h, les travaux commencent, les estafettes sillonnent en permanence ce petit village de quelques centaines d'habitants et de petites colonnes de gardes-mobiles fusils sur l'épaule et chiens policiers

en laisse, parcourent les sentiers des immenses falaises en interdisant tout accès.

Flamanville, depuis ce 8 mars, présentait une allure d'état de siège. Ce sont maintenant des vigiles, des chiens, des barbelés et les falaises et chemins interdits. A quand les miradors ? Mais cela ne doit pas suffire car EDF a décidé l'achat de terrains dans le village voisin (Sionville) pour y construire des baraques et y loger 80 CRS pendant 10 ans ! (le tout financé par EDF...)

Il faut dire que malgré la présence à Flamanville de nombreux travailleurs, que l'on trompe par le « chantage à l'emploi » (les mines de fer sont fermées), l'opposition au projet dans la région est évidente.

Il n'est pas rare, dans des endroits où il n'y a jamais eu de réunions politiques, de voir près de la moitié du village assister à des réunions organisées par le CRILAN.

Aux élections cantonales, un jeune agriculteur présenté par le Comité de défense des agriculteurs et le CRILAN, obtenait 30 % des voix (la gauche 11 %).

L'ampleur croissante des manifs est aussi à noter : janvier 1975 (400 à Cherbourg), avril 1975 (5 000 pour une marche de 10 km), 3 000 personnes aux différentes fêtes, 12 000 à la marche sur La Hague en juin 1976.

La bataille sur le plan juridique n'est pas négligée par le CRILAN, ni par le CDA. Cependant, EDF sait la contrer et la « justice » a eu l'occasion de montrer dans quel camp elle se trouve. Et quand cela ne suffit pas, c'est la répression insidieuse : — inculpation de membres du CRILAN ; — inculpation d'agriculteurs : retrait de leur permis de conduire ; — enquête administrative sur le fac-

La caravane antinucléaire

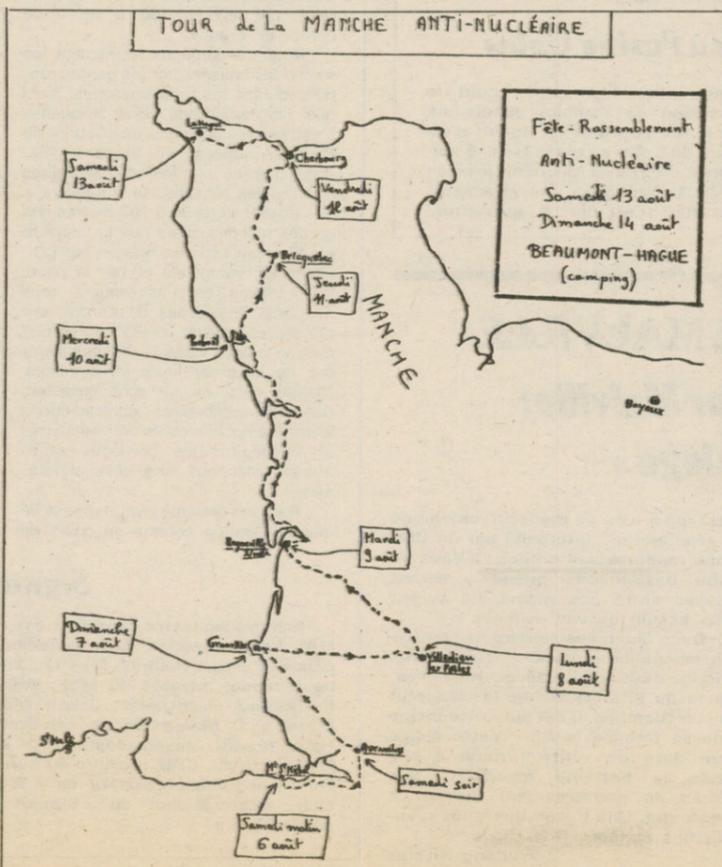
Durant la première quinzaine d'août, une caravane a sillonné la Manche du Sud au Nord pour arriver à la fête de La Hague, dimanche prochain. Elle visait à sensibiliser les habitants et les touristes sur les dangers potentiels de l'énergie nucléaire. Organisée par le CRILAN (Comité régional d'information et de lutte antinucléaire), elle a tenté d'animer à chaque étape indiquée des débats, de proposer des alternatives et bien sûr de faire la fête. Nous reproduisons aujourd'hui le parcours réalisé par la caravane.

teur et un professeur de Flamanville ; — des paysans à qui « on » renverse les bidons de lait la nuit...

Mais le pouvoir fait fausse route : il n'enrayera pas ainsi le mouvement antinucléaire dans le Cotentin. Sur-tout que ce dernier n'est pas isolé. La meilleure garantie pour le mouvement antinucléaire est encore de développer ses rapports avec le mouvement ouvrier. Et, malgré le blocage à gauche, l'expérience en ce domaine n'est pas nulle : liens autour d'une plate-forme commune avec l'UR CFDT qui a coorganisé plusieurs manifestations ; participation parfois à la CFDT-CEA-La Hague ; quant à la CGT, certaines sections syndicales ont rencontré le CRILAN et notamment au cours d'une réunion unitaire CRILAN-CGT départementale EDF...

Le mouvement antinucléaire et plus particulièrement le CRILAN, a su ne pas s'enliser dans une marginalité suicidaire, il lui faut maintenant, par une bataille de tous ses militants dans et hors des syndicats, s'ancren en profondeur dans la classe ouvrière : c'est une condition fondamentale pour l'arrêt du programme électro-nucléaire du pouvoir en place (quel qu'il soit).

Pierre



On vous dit tout on vous cache rien

Reprise du travail au Crédit lyonnais

C'est le 16 août que le tribunal de Paris prononcera son ordonnance dans l'affaire du Crédit lyonnais. La CGT et la CFDT avaient engagé un référé pour demander qu'il soit interdit à la direction du Crédit de confier certains travaux sur ordinateur à des entreprises extérieures. D'autre part, c'est hier soir que les travailleurs de l'information se prononçaient pour décider de la poursuite du mouvement ou de son arrêt. La CGT penchait pour une reprise du travail, la CFDT quant à elle juge que les propositions patronales sont trop éloignées des revendications.

Il semblerait, aux dernières nouvelles, que la reprise du travail a été votée.

Montefibre Jugement aujourd'hui

C'est aujourd'hui que se prononcera la cour d'appel de Nancy sur la plainte pour entrave à la liberté du travail déposée par la direction de Montefibre contre des délégués syndicaux CGT, CFDT et CGC de l'usine de Saint-Nabord.

La direction a fait faire un constat d'huissier sur « l'état d'occupation de l'usine, bien que le personnel ne soit pas en grève ». Après la séance du tribunal, le préfet des Vosges tiendra une conférence de presse. Par ailleurs, une réunion du comité d'entreprise de l'usine Montefibre est prévue pour le 22 août.

La livraison de fuel à l'usine textile « Montefibre » de St-Nabord, dans les Vosges, constitue un « succès de la plus grande importance remporté contre ceux qui portent la responsabilité de la liquidation de l'entreprise », déclare un communiqué publié mercredi par la fédération CGT du textile. Cependant la CGT souligne que les livraisons de fuel ne permettent d'assurer la marche au ralenti de l'usine que pour un temps limité et qu'il faut « élargir la brèche ».

Grève de John's-Manville- France

Une partie du personnel de l'usine de John's-Manville-France à Saint-Marcellin-en-Forez (Loire), s'est mise en grève le 8 août après une entrevue négative avec la direction à propos d'une augmentation de salaires.

La direction a alors envoyé 45 lettres de licenciements « pour faute grave ». Le tribunal des référés de Montbrison a ordonné, mercredi, « le respect du libre exercice du travail ». Cette usine sous contrôle américain emploie 160 salariés à la fabrication de produits réfractaires et d'isolants.



Cinéma du Marais

Les habitants de l'îlot Saint-Paul sont menacés d'expulsion cet été ! Pour les soutenir, l'intercomité du Marais vous invite à la projection de : « Nous aurons toute la mort pour dormir », film sur un peuple en lutte pour sa libération (le peuple sahraoui) avec le réalisateur. Samedi 13 et dimanche 14 août au 25, rue Saint-Paul à 20 h 45. Entrée gratuite. Au même endroit, exposition sur la lutte des comités de défense des habitants du Marais, tous les samedis et dimanches de 14 h à 18 h.

EDF

Une grève pour rien

Hier matin, à la suite du mot d'ordre de grève lancé par les cinq syndicats de l'EDF, les agents de l'électricité n'ont apparemment pas suivi avec un grand enthousiasme les consignes de leurs directions sauf peut-être dans les centres touchés par les attentats.

Ce n'est pourtant pas la faute du gouvernement car celui-ci n'avait pas hésité à sortir le grand jeu et, comme par hasard, bon nombre de centres EDF ont reçu dans la journée de mercredi des coups de téléphones « anonymes » annonçant l'imminence d'un « attentat ». Evidemment, les flics dans les cas sont arrivés à grand renfort de sirène, établissant ainsi un véritable climat de psychose à la bombe. Les agents de l'EDF n'ont apparemment pas été dupes et dans les grands centres, c'est à 90 % qu'ils sont allés ce matin travailler, renvoyant ainsi dos à dos gouvernement et directions syndicales.

Nous ne savons pas encore si les agents de l'Isère sont allés en grève voir le préfet Jannin, mais on

peut supposer que cette démarche, si elle a eu lieu, était porteuse de toutes les ambiguïtés de cette grève, réclamer aux assassins de Vital-Michalon une protection contre les « écologistes ».

Devant le nombre important de sections CFDT refusant le mot d'ordre de grève, la fédération CFDT de l'EDF a tenté de relativiser sa position et dans un communiqué rendu public, hier matin, elle tient pour responsable des provocations la politique énergétique gouvernementale et demande qu'un réel débat démocratique soit engagé en ce qui concerne le nucléaire, elle demande également un arrêt pour trois ans de la construction des centrales.

B. Morton

Les condamnés de Bourgoin font appel

Les six manifestants de Creys-Malville condamnés à des peines de prison ferme par le tribunal de Bourgoin ont décidé de faire appel. Le collectif des avocats assurant leur défense doit se réunir aujourd'hui pour arrêter une position commune. Les vingt-quatre écologistes qui font la grève de la faim depuis lundi, à Bourgoin, en solidarité avec les emprisonnés, poursuivent leur action.

Nucléaire: Une nouvelle pièce au dossier

Hier après-midi s'est produit un accident peu banal sur l'autoroute Paris-Bruxelles. En effet, un container d'iridium radioactif transporté par un camion impliqué dans l'accident, a été endommagé et l'iridium s'est joyeusement répandu dans l'atmosphère.

Certes, il semble, aux premières nouvelles, que cet iridium est peu radioactif et que les conséquences seront ainsi limitées. Pourtant, tous les experts et spécialistes du nucléaire ont toujours prétendu que des incidents de ce genre étaient quasi-impossibles, vu la solidité des containers

utilisés pour ce type de transport, et les mesures de sécurité mises en place.

Cet accident de transport ne nous étonne pas. La CFDT a déjà montré que ces garanties de transport sont bien précaires : « Il est certain que la routine d'une part, le non-respect des règles de sécurité d'autre part sont des facteurs extrêmement difficiles à estimer et dépendent essentiellement du contexte économique (course à la productivité) dans lequel se développera l'énergie nucléaire. » La démonstration est faite.

Mécano-Cogefon évacué par les flics

Profitant de la période des vacances, le gouvernement a une nouvelle fois envoyé ses flics contre les travailleurs qui occupaient leur entreprise. C'est hier matin que la police a évacué l'usine Mécano-Cogefon, à La Courneuve, qui était occupée depuis décembre 1976.

450 licenciements à l'usine Colas

Encore une fois, passant outre à l'avis de l'inspecteur du travail, Beullac, maître es-licenciements, vient d'autoriser le renvoi « économique » de 450 travailleurs de l'entreprise de travaux publics routiers Colas. Les salariés de cette

Au moment de l'évacuation, une dizaine d'ouvriers assuraient la garde de l'usine. Mécano-Cogefon compte 417 salariés et fabrique de l'outillage pour machines-outils. Trois mille emplois ont été supprimés au cours des trois dernières années dans le secteur de la machine-outil.

usine étaient en lutte pour le maintien de l'emploi depuis six mois. Et pourtant le chiffre d'affaire de Colas se porte bien : 5 milliards de francs de bénéfices en 1976. La collusion gouvernement-patronat n'est plus à démontrer.

COURRIER DE MALVILLE

Témoignage sur Malville: « Etat de siege »

« Etat de siège », réalisé par Serge Poljinsky (réalisateur du film « Nucléaire = danger immédiat »), est le premier témoignage filmé relatant les événements de Malville. Bien qu'incomplet, ce film a le mérite d'exister, douze jours après la manifestation. Projeté pour la première fois, mercredi soir, au studio Saint-Séverin, à Paris, ce court-métrage est constitué en grande partie d'une succession d'interviews de militants, de paysans, de médecins qui en disent long sur l'attitude des forces de répression, avant et après le rassemblement. Ainsi, cette paysanne, que les flics avaient séquestrée dans sa maison, raconte que « c'était pire que la

gestapo »... ou ce médecin, chargé de la réanimation, interpellé par un CRS nous rapporte son propos : « Vous en faite pas toubib, quand y seront passés entre nos mains, ils auront plus besoin de vos services. »

Dans une pièce sombre, la caméra, lentement, se rapproche d'une table, allongé dessus nous découvrons le cadavre de Vital Michalon, le visage et le cou tuméfiés. C'est sur cette image que se termine le film ; cette image terrifiante de vérité résume à elle seule la brutalité meurtrière des sbires du gouvernement durant ce week-end. Une image que nous n'oublierons jamais.

Frédéric Nicolas

Débat parlementaire à la rentrée sur le « fait nucléaire »

La politique du secret et du fait accompli, qui a caractérisé l'attitude du gouvernement français en ce qui concerne la définition de son programme électronucléaire, n'est plus de mise après le rassemblement de Creys-Malville et ses suites. La bourgeoisie en est consciente, et persévère dans une telle attitude alors que le débat est posé sur la place publique et que le PS offre, avec sa proposition de référendum, une issue possible à celui-ci, ne peut que susciter une large désapprobation. Monory a donc annoncé, lors d'une interview accordée à « Paris-Match », que le gouvernement proposera à la rentrée un débat au Parlement sur le fait (sic) nucléaire. Jean-Pierre Cot, député socialiste de Savoie, répondant à cette proposition, a estimé hier qu'un débat au Parlement sur le nucléaire civil « ne suffira plus ». Il en a profité pour rappeler la proposition de référendum formulée par François Mitterrand que « celui-ci n'entend d'ailleurs pas imposer ». D'autre part, il a affirmé que « cette idée de référendum est liée à la conception du PS de la défense nationale, problème trop sérieux pour être laissé aux technocrates et aux culottes de peau. Un grand débat devrait s'instaurer sur cette question. »

Motion présentée par la section CFDT BNP Paris

A la suite des provocations et de la violence que le pouvoir et ses représentants nationaux et régionaux ont déployées lors de la manifestation de Malville, la section CFDT de la Banque nationale de Paris/Paris :

— proteste avec vigueur contre les condamnations « pour l'exemple », infligées aux inculpés de

Bourgoin et exige leur libération immédiate ;

— dénonce les propos xénophobes et fascistes du préfet de l'Isère, représentant du pouvoir, largement relayé par la presse « aux ordres » afin d'intimider le mouvement ouvrier et masquer l'hostilité grandissante à la politique nucléaire du gouvernement.

Paris, le 9 août 1977.

Un appel en Allemagne pour la libération des manifestants de Creys-Malville

Première réaction allemande non-officielle (les officielles, on le sait, ont approuvé l'attitude des autorités françaises) après le procès de Bourgoin, l'appel que nous publions ce-dessous circule actuellement en Allemagne fédérale. La diversité des signatures jusqu'à présent recueillies témoigne de l'émoi qu'ont suscité, outre-Rhin, la répression de la manifestation et le scandaleux verdict du tribunal des flagrants délits.

Le 7 août 1977, huit militants antinucléaires, arrêtés dans la soirée du 31 juillet après la manifestation de Creys-Malville, ont été condamnés à des peines d'emprisonnement de un à six mois. Quatre prévenus ont été acquittés, mais ils ont été expulsés par arrêté, signé du ministre de l'Intérieur, qui leur interdit à vie toute entrée en France.

Nous condamnons fermement les méthodes utilisées par les gardes mobiles durant les interrogatoires, ainsi que les conditions dans lesquelles s'est tenue l'audience du tribunal de Bourgoin jugeant en flagrant délit. Alors que les manifestants, aux dires mêmes des témoins, se trouvaient à des distances de 30 à 150 mètres des gardes mobiles, alors que la visibilité était brouillée par les nuages des grenades lacrymogènes et par la pluie, les témoins de l'accusation, tous membres des forces de l'ordre, ont été placés, durant les 25 heures que dura le procès, dans la même salle et ont pu accorder leurs témoignages. Malgré cela, ils se sont empêtrés dans d'innombrables contradictions lorsque à l'audience ils ont été invités à reconnaître les prévenus qu'ils avaient reconnus cinq jours auparavant.

Tous les prévenus, au moment de leur arrestation comme au cours de

leur garde à vue dans la caserne de Bourgoin, ont été victimes de brutalités et de traitements humiliants de la part des gardes mobiles.

En arrêtant arbitrairement les prévenus du tribunal de Bourgoin, les gardes mobiles et la justice ont voulu justifier les brutalités du service d'ordre durant la manifestation ainsi que la campagne xénophobe, notamment contre les militants antinucléaires allemands, qui l'a précédée. Sinon comment faut-il comprendre les déclarations du préfet Jannin parlant de « l'invasion allemande » (« Pour la deuxième fois, Morestel est occupé par les Allemands »), le comportement arbitraire des gardes mobiles, ainsi que la façon dont s'est tenue l'audience et fait le jugement ?

Nous refusons fermement que des militants antinucléaires soient criminalisés par des jugements qui veulent servir d'exemple. Nous refusons les campagnes xénophobes et l'arbitraire policier. Nous réclamons du gouvernement français la libération immédiate des militants antinucléaires condamnés à Bourgoin, ainsi que l'annulation de l'arrêt d'expulsion des citoyens étrangers. Nous demandons également l'interdiction des grenades offensives contre les manifestations.

Berlin, le 10 août 1977

Signatures

Achim Kleist, vice-président des « jeunes socialistes » ; Peter Brandt ; H.M. Vogel, membre de la direction de la « Société allemande pour la paix » ; Pasteur Heinrich Albertz ; Johanne Strasser, membre du SPD ; Arno Kloenne, membre du SPD ; Werner Vitt, « syndicat de la chimie » ; Professeur Flechtheim ; Jakob Moneta, rédacteur en chef de « I.G. Metall » ; D' Mannstein ; Jochen Steffen, membre de la direction du SPD ; Heinz Brandt, ancien rédacteur de « I.G. Metall » ; professeur Eberhard ; Herbert Gruhl, CDU, membre du Bundestag ; Karl-Heinz Lenz et Hildegard Fuhrmann, vice-présidents du « SPD-Fauns rouges » ; H.G. Schumacher, vice-président du « Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz E.V. ».

LIP

Ne pas se sentir assisté, amoindri, humilié

• Comment fonctionne la commission chômage

« Vous venez d'être licenciés ? » ; « votre entreprise est fermée ? » ; « vous avez démissionné ? » ; « vous sortez de l'école ou de faculté ? » ; « vous rentrez du service militaire ? » ; « vous avez élevé vos enfants et souhaitez reprendre un emploi salarié ? » ; « votre travail ne vous plaît pas ? » Bref vous cherchez un emploi. Vous êtes près d'un million cinq cent mille dans ce cas, vous vous confrontez immédiatement à la jungle administrative pour bénéficier de vos droits. D'abord les connaissez-vous ? Savez-vous a... quelles conditions après vous être cassé la tête à remplir des kilos de questionnaires vous pourrez bénéficier de la Sécurité sociale, des allocations chômage, d'une formation, de remise d'impôts, etc. ?

Au service de la main d'œuvre, aux Assedic, à l'ANPE, pour le moindre renseignement, vous ferez la queue de guichet en guichet. Dès que vous êtes un chômeur, un sans travail, vous devez vous sentir assisté, amoindri, humilié, vous devez avoir hâte d'en sortir, accepter n'importe quel emploi à n'importe quelle condition. Les 4 000 chômeurs bisontins ont un peu plus de chance, ils ont maintenant à leur disposition, une brochure d'une trentaine de pages réalisée par la commission chômage de Lip qui leur donne clairement toutes les informations utiles, à commencer par les adresses de la permanence Lip où ils peuvent venir chercher des renseignements, aide et conseil. Au sommaire : le droit des chômeurs et les recours possibles, les aides diverses, le chômeur et les impôts, le droit des salariés en cas de fermeture de l'entreprise et les revendications proposées par les travailleurs de Lip : des moyens de vivre décents pour les chômeurs, des transports gratuits pour les chômeurs et leur famille, des crèches et des cantines gratuites pour les enfants des chômeurs, l'arrêt des saisies, des expulsions, des coupures d'électricité et du gaz, des locaux pour que les chômeurs puissent se rencontrer à proximité de l'ANPE.

On trouve aussi dans la brochure les services que les Lip peuvent rendre dès aujourd'hui aux chômeurs : le restaurant à 4 F, le groupement d'achat pour les denrées de première nécessité, le salon de coiffure, etc.

Cette brochure n'arrive pas par hasard. Depuis le mois de juillet 1976, les Lip ont mis en place une commission chômage. Le but initial était de nouer des liens avec tous les autres chômeurs, de se rencontrer à Palente, afin de pouvoir se battre collectivement. Pour cela, au début, pendant plusieurs mois, il a d'abord fallu accumuler des renseignements.

Les Lip ont assuré une présence presque quotidienne à l'ANPE ont laissé traîner les oreilles, ont écouté ce que racontait les prospecteurs-plaieurs, ont discuté avec les gens dans la queue, ont compté les offres d'emploi pour comparer avec les statistiques officielles, on fait des sondages, on trouve les offres bidon, etc.

Une fois que suffisamment de connaissances ont été accumulées, alors on s'est mis à distribuer des tracts et pas à moitié, il fallait trouver tous les chômeurs. Ils sont partis sur la base de diffuser un tract tous les quinze jours, à chaque pointage donc, tous les jours pendant une semaine pendant la semaine de pointage.

Aujourd'hui, on en est au treizième tract. Dans les tracts, on dénonce les petits scandales, les attentes inutiles, les annonces-bidons qui restent un mois après que le poste soit pourvu, dégueulasses comme celle-ci : « Recherche employée de bureau, grande, mince, dégourdie. » On dénonce aussi l'absence d'accueil, d'informations, etc. « On a obtenu quelques petits succès », note un membre de la

commission chômage, « aujourd'hui, à l'ANPE de Besançon, il y a une hôtesse d'accueil, il y a plus de souplesse sur les jours de pointage. Avant, si on ne pouvait pas venir pointer le jour même, on était rayé pour une quinzaine ; alors systématiquement, on est allé à plusieurs accompagner tous ceux à qui ça arrivait ; on allait faire le pétard chez le directeur de l'agence. Maintenant, ils sont plus souples. On a même obtenu quelque chose d'important : une espèce d'accord à propos des refus d'emplois : un chômeur ne peut pas refuser un emploi, s'il le fait, le prospecteur fait un rapport à l'ASSEDIC et il est radié sans même avoir le droit de s'expliquer. Alors, on a essayé de définir avec l'agence des raisons valables, comme l'éloignement du lieu de travail, la déqualification par rapport à l'emploi antérieur, la perte de salaire, etc. Ça a marché pendant un temps, puis les services de la main-d'œuvre ont cassé cet accord. Evidemment, on était pas assez nombreux, on l'a bien vu lorsque on est allé à la mairie pour réclamer les transports gratuits municipaux pour les chômeurs. Pour la mairie, c'étaient encore les Lip qui faisaient des histoires. Les difficultés sont énormes pour entrer en contact suivi avec les chômeurs : avant, ils cherchent du travail, puis ils ont honte ; certains se cachent pour aller à l'agence, ils rasent les murs. Alors un tract ne suffit pas, il faut discuter et parfois c'est dur d'amorcer la discussion. On a obtenu quelques succès, on a aidé des chômeurs à faire des dossiers, on a évité à d'autres d'être radiés. Si pour les Lip on a évité à 100 % les radiations, pour les autres, on a eu quand même quelques échecs. Mais, c'est très difficile. D'abord, parce que ce ne sont jamais les mêmes que l'on retrouve : un chômeur reste chômeur deux mois, trois mois, puis retrouve un travail, des fois de façon temporaire, puis il est à nouveau chômeur et il faut



Manifestation à Besançon le 10 janvier 1974.

régulièrement recommencer à zéro.

Au niveau de l'aide syndicale, elle est relativement faible et c'est surtout les Lip qui ont fait du travail ; il y a bien à Besançon un comité de chômeurs CGT, mais personne ne l'a jamais vu ; à l'union locale CFTD, ce n'est vraiment pas réellement le problème des militants.

Les Lip ont assuré une permanence dans les locaux de l'union locale pendant un temps, mais ils étaient un petit peu isolés, ils ne voyaient guère de monde, et visiblement les problèmes des chômeurs ne sont pas les problèmes qui préoccupent tellement les militants. « Le chômage, c'est un problème emmerdant, explique Jeannine, d'abord parce que c'est souvent des problèmes individuels ; parce qu'il y a le rapport de forces ; parce que la plupart des bagarres sont des bagarres administratives. Alors, on laisse ça aux spécialistes. »

C'est d'ailleurs un phénomène dangereux, on l'a vu lorsque les Lip ont eu affaire aux ASSEDIC, les délégués syndicaux aux commissions paritaires des ASSEDIC sont souvent de vieux militants qui sont là par habitude, depuis très longtemps, qui sont un peu englués dans leur routine, des sortes de fonction-

naires. « Lorsque nous sommes allés à l'ASSEDIC, les séquestrer un petit peu, on a bien vu que les délégués syndicaux étaient plus à l'aise avec les patrons qu'avec nous qui étions les empêcheurs de tourner en rond ; ils discutaient entre eux pour savoir ce qu'il fallait faire, prévenir le préfet... »

A Lip, la commission chômage est une commission à qui on tire volontiers un coup de chapeau, mais qui est relativement marginale. C'est un coup de chapeau, parce qu'il y a sept cents Lip inscrits au chômage et chaque fois qu'il y a un problème, chaque fois qu'il y a une menace de radiation, chaque fois que quelqu'un à besoin de faire une démarche pour obtenir une aide du fonds social, etc., à chaque fois, c'est la commission chômage qui s'en occupe, à chaque fois, jusqu'à présent, toujours avec succès. Mais il y a peu de rapport avec la lutte, la commission chômage, c'est en réalité quatre personnes qui, d'ailleurs, travaillent aussi dans d'autres commissions. Ça n'intéresse pas toujours le collectif qui souvent a d'autres chats à fouetter, et puis, ce n'est pas le problème le plus intéressant, il y a des problèmes plus politiques...

Correspondant

Les médicaments qui tuent

Lors d'un congrès de réanimation, qui s'est tenu à Paris à la fin de 1976, un participant, venu de Lyon, dénonçait 7 cas d'intoxication dus à des neuroleptiques (sédatif), observés entre 1970 et 1976. Sur les 5 admis en réanimation, 3 sont décédés par suite d'un encombrement pulmonaire responsable d'une insuffisance respiratoire aiguë.

Le neuroleptique responsable des accidents serait le Piportil, classé comme neuroleptique « retard ».

A Villejuif, deux malades sont décédés récemment. Le premier d'une pancréatite aiguë intercurrente, on lui injectait 25 mg de neuroleptiques toutes les trois semaines. Le second, après un état d'agitation onirique confuse décède deux jours après l'injection du même produit.

A Bicêtre, deux malades sont admis dans la semaine dans le service de réanimation du professeur Auzepy. L'un décède, l'autre est très mal.

Que ce soit à Villejuif, à Bicêtre, le neuroleptique injecté semble être responsable. Plusieurs jours après l'absorption de ce « produit », on observe une hypertension extra-pyramidale, ou une hypersiaborrhée d'un encombrement pulmonaire évoluant vers une insuffisance pulmonaire aiguë. Le produit en question s'appelle le modécate. Il est utilisé fréquemment en hôpital psychiatrique.

Le pharmacien en chef de l'hôpital de Villejuif, à la vue de ces constatations, a adressé une lettre aux médecins, réanimateurs et psychiatres, leur demandant de rechercher et de répertorier les cas d'hypertonie et insuffisance respiratoire sous neuroleptique « retard ».

Ces produits semblent donc être très dangereux. Leur utilisation est habituelle dans les hôpitaux psychiatriques. C'est devenu un lieu commun que de parler de camisole chimique, mais c'est néanmoins une réalité pour des milliers de « psychiatisés ».

D'ailleurs, dès le plus jeune âge, les enfants, dans les instituts médico-pédagogiques (IMP) par exemple, sont abreuvés de neuroleptiques (Melleryl, Valium, Largactyl, etc.) et

plutôt que d'embaucher du personnel soignant, l'administration préfère faire appel à un psychiatre payé grassement qui abreuvera les mômes de ces produits, le plus souvent sans même les voir en consultation. Pour exemple, on peut citer ce toubib du Mans qui administre jusqu'à 60 gouttes de Melleryl par jour rendant ainsi les gosses complètement « assommés » il est vrai que ce même médecin explique la fréquence des dépressions nerveuses dans les grands ensembles par la différence de pression atmosphérique !

Aujourd'hui, l'utilisation des neuroleptiques permet, sans trop de frais, de masquer les responsabilités d'un système créateur de névroses et autres « maladies mentales ». Les médecins se sécurisent à bon compte en inondant leurs malades de ces produits, ça leur évite de remettre en cause trop de choses, et puis, de toute façon, leur fonction sociale ne leur permet pas de contester une société qui les nourrit. La presse de droite se scandalise souvent des morts par « overdose » de drogues dures, jamais de celles occasionnées par les neuroleptiques.

B. Morton

Actualité chargée

Divers faits sur le pouce

A l'étriot dans nos huit pages, plusieurs événements d'importance, sans nous échapper.

n'ont néanmoins pu être traités dans votre journal favori. On va donc vous réparer ça, vite fait.

Du crime d'abord, du plus sanglant qui soit, dans le Var, où une solide tradition antibritannique semble régner, depuis qu'on y a découvert, mardi dernier, M. et Mme Broderick criblés de balles de 7,65. Après les Drummond en 1952 et les Cartland en 1973, les Broderick sont la troisième famille décimée dans la région, alors qu'ils y prenaient leurs vacances. Les enquêteurs de la gendarmerie ne disposent d'aucune piste pour le dernier crime, ce qui embête bien les journalistes obligés de tartiner, une fois de plus, sur le thème du mystère qui s'épaissit.

Par contre la brigade antigang, toujours mardi dernier, a eu plus de succès que ses collègues en képi du Var. Elle a arrêté tout un groupe qui avait enlevé un banquier. Ce dernier, Mallet Bernard, n'a pas eu le temps de se retourner qu'il était déjà délivré par les durs de Broussard, et sans bavures s'il vous plaît. Dans les différents repères des truands arrêtés, on a découvert tout un arsenal et un lot impressionnant de faux billets. Il paraît que la bande était spécialisée dans l'enlèvement et que la police ne désespère pas de résoudre

d'autres affaires similaires, non encore élucidées. Bref, du côté de la police on se congratule, tandis que du côté des truands on nie tout. Et nous on ne sait qui croire.

Il serait injuste de ne pas tresser également quelques couronnes aux douaniers qui pour être routiniers n'en sont pas moins efficaces. Lors de deux contrôles de routine, suivant l'expression consacrée, ils ont, coup sur coup, saisi dans le coffre d'une voiture 42 kg de hasch et, dans un camion, dix tonnes de cigarettes de contrebande. Dans les deux cas, les convoyeurs étaient anglais. Encore ! Bien français, par contre, était ce cultivateur de cannabis qui avait planté près de Béziers 300 pieds de cette plante hallucinogène. Il a été arrêté mardi soir, grâce aux policiers de la Sûreté qui ont su démoniaquement conjuguer leur flair avec le hasard. Ces hommes sont sans failles ! Hélas, ils ne sont pas suivis par la magistrature qui, mercredi à Caen, dans le procès dit de la « drogue-partie », n'a distribué « que » des peines de trois à dix mois de prison, toutes assorties du sursis total ou partiel.

Pas étonnant que les bandits, s'enhardissent : mercredi, une jeune

femme a dévalisé la caisse d'un magasin de lingerie fine à Toulouse, tandis que le même jour deux jeunes gens prenaient à Nice celle d'une huilerie. Quelques heures plus tard, un receveur-principal des PTT était délesté de 400 000 F à Marseille, alors que jeudi, à Dijon cette fois, un bijoutier pleurait 200 000 F de bijoux envolés et qu'à Paris un autre receveur des PTT, du bureau de poste de la maison de la radio, remettait 6 000 F dans la main d'un type dont la seconde tenait un pistolet.

Le panorama du crime de ces derniers jours ne serait pas complet, si l'on omettait de vous dire qu'un homme s'est fait descendre à Antibes par un autre qui exécutait un contrat, qu'une jeune fille est morte mystérieusement à La Rochelle, qu'un notaire marron a été inculpé à Bayonne, qu'un voleur repentant a anonymement retourné à la gendarmerie de Toulouse 3 600 chèques volés il y a quelques mois. Et que Bernard Madeleine, surnommé « le roi de l'évasion », s'est fait repiquer après trois mois de cavale, alors qu'il prenait le frais sur une plage de Dieppe. Dormez en paix, braves gens, la police veille.

G.M.



C'EST ARRIVÉ PAR LA POSTE

En taule Polanski ?

Que s'est-il passé, en réalité, dans l'affaire Polanski ? On n'en sait rien. Peut-être a-t-il drogué et violé une fillette ? Auquel cas l'indignation de Rouge (10/8) se comprend. Mais sur quoi nous basons-nous ? Sur les données de la bourgeoisie : il y a viol si la fille a treize ans, il y a drogue si une cigarette de H a été fumée, etc.

Alors, est-ce qu'on approuve cette légalité ? Pourquoi est-ce qu'on défend Paradjanov ? Parce qu'il est en taule, alors que Polanski s'en est tiré ? Notre mot d'ordre : « En taule, Polanski, en taule, ceux qui violent la légalité bourgeoise ou la légalité ouvrière dégénérée ? »

Un rapport sexuel entre une personne majeure et une personne mineure est-il automatiquement un viol ? Sinon, quel rapport, quelles conditions, quel âge ? Est-ce différent si l'accusé est un « notable » ? Quand Chaplin fut ainsi accusé d'immoralité, les surréalistes français prirent sa défense dans un tract resté célèbre. Aujourd'hui, avons-nous vocation pour remplacer les scouts et les curés, saccager les cinémas immoraux, brûler les livres pornos ? Un des plus grands écrivains français actuels fait l'amour avec des garçons de treize ans, le raconte dans des livres splendides (Tony Duvert) : faut-il l'emprisonner, brûler ses livres, ou tout au moins les occulter prudemment à « nos jeunes gens » ? Ben oui, faudrait qu'on ait une ligne.

P.L.T.

Faut-il comprendre que c'est parce que Tony Duvert sodomise des garçons de 13 ans qu'il est un excellent écrivain ? Il fait l'un et il écrit très bien. Peut-être aime-t-il aussi le vin rouge ou le son du cor le soir au fond des bois. Il n'est évidemment pas dans mon intention de condamner une œuvre au nom d'une pratique individuelle, que je réprovoque dans le cas de Polanski, ou de l'apprécier, au nom de son goût pour les jeunes garçons, dans le cas de Duvert.

Occupons-nous de l'œuvre. Si l'individu pourrit sur pied, on finira par le lire dans l'œuvre. Alors cela nous intéresse. Il n'y a pas de « ligne » sur la question des rapports sexuels enfants-adultes. Nous sommes en général contre les contraintes dans les rapports amoureux. Nous refusons le viol. Qui manipule ou contraint l'autre dans le face-à-face d'un enfant et d'un homme ? Le sens commun dit que c'est l'homme, mais le sens commun est réactionnaire. Dans le cas de Polanski, aucun doute n'est possible. La fillette a été droguée et violée. Son âge n'est pas ce qui me choque, c'est le viol de son corps d'abord transformé en objet, réellement, par la drogue. « Libération » ironise, hier matin, sur le fait que « l'amour avec des mineurs drogués n'empêcherait pas d'aller au cinéma ». Mais Gené, ce n'est pas de l'amour ça, c'est un viol, et, c'est vrai, ça m'écoeure au point que je n'ai provisoirement plus envie de voir ce que fait Polanski, aussi génial soit-il. C'est moral, sentimental, épidermique, une réaction de « spont » en gros. Autant dire que ce n'est pas une orientation politique.

D.F.



IL EST UNE FOIS

WAGNER



UBER ALLES

Je viens de lire et relire l'article consacré à Wagner dans votre numéro du 5 août.

Je suis encore en train de me demander ce que l'auteur de cet article a bien pu vouloir dire. A force de vouloir donner dans le culturel on tombe dans l'obscur et en voulant parler de tout, on ne parle plus de rien. Car, je vous certifie que pour un lecteur non familier de Wagner, cet article est incompréhensible. Essayons d'y voir plus clair.

Je suis tout à fait d'accord avec l'idée que Wagner a été trop longtemps assimilé au nazisme. Certes, Wagner était antisémite : ses personnages de Mime et de Beckmesser

sont des caricatures du juif tel que Wagner le concevait. Mais pour de simples raisons chronologiques, il ne pouvait pas être nazi, bien qu'il ait été manifestement annexé par l'idéologie nationale-socialiste. C'est un point : Lénine a aussi été annexé par le stalinisme et pourtant !

Maintenant, en ce qui concerne le festival de Bayreuth, il semble que l'auteur ne soit pas au courant de l'histoire de ce festival. Disons pour être bref que Bayreuth, sous Hitler, était devenu un centre culturel du nazisme triomphant avec l'aide la propre belle-fille de Wagner. Au sortir de la guerre, il ne faisait aucun doute



que Wagner avait une responsabilité incontestable dans l'aventure hitlérienne : Bayreuth avait dû arrêter en 1944 et était même en partie bombardé en 1945. Il n'était pas question de rouvrir le festival : une hypothèse trop lourde pesait désormais sur le Festspielhaus où l'on donna des revues pour les troupes américaines d'occupation. Mais plus de Wagner ! En aurait-on manifesté le désir que des sbires américains s'y seraient opposé par tous les moyens. Ce n'est qu'en 1951 que le festival pu recommencer ; mais à quel prix ? Au prix, simplement d'une révolution menée par les petits fils de Wagner, Wieland et Wolfgang, en rupture complète avec leur propre mère et avec la tradition. Révolution esthétique, qui, voulant essentiellement dénaturer Wagner, fit table rase du passé et imposa un nouveau mode de représentation des œuvres de Wagner, basé sur l'a-temporalité et aussi une dépolitisation des opéras, la *Tétralogie* en premier lieu dès 1951-52 et surtout les *Maîtres Chanteurs* (hymne au pangermanisme) en 1956 et surtout en 1963. Le lieu, l'époque des actions racontées dans les opéras ont été rejetées dans l'abstrait, pourrait-on dire : il devenait impossible de déterminer le lieu exact ainsi que l'époque. Tout ce qui pouvait le rappeler était supprimé. L'accent était porté sur la musique et sur les conflits psychologiques. Ainsi était levé l'hypothèse qui pesait sur tout cela : il devenait tout simplement impossible de rapprocher Wagner et le nazisme. Cette œuvre salutaire dans un premier temps n'a pas eu que des partisans. Des sanctions financières furent envisagées (Bayreuth n'avait pu rouvrir et ne vit toujours que par les subventions), des sabotages eurent lieu sur scène et il n'était pas rare que des bagarres éclatent jusque dans la salle. C'est à ce prix que Wagner a retrouvé la place qui lui revient dans le patrimoine artistique européen : une révolution esthétique et une dépolitisation pratiquée d'ailleurs sur tous les opéras ou presque mis en

scène par Wieland Wagner (*Aïda* et *Othello* de Verdi entre autres).

Wieland est mort en 1966. Depuis le festival est tombé dans une sorte de ronron béat. Cela devenait sans intérêt : du théâtre alimentaire. Et puis l'année dernière, une deuxième révolution. Après avoir été dépolitisée par Wieland, la *Tétralogie* était repolitisée par Patrice Chéreau mais cette fois-ci à gauche, d'où le scandale et de nouveau les bagarres et les débats sans fin, les comités et les tracts contre Chéreau et Boulez (qui n'est pas metteur en scène comme semble le croire l'auteur de l'article, mais chef d'orchestre). Ce qui s'est passé l'année dernière (et qui avait déjà été tenté en 1972 avec le *Tannhäuser* de Söztz Friedrich) c'est l'acte de naissance d'une nouvelle lecture des œuvres wagnériennes à travers le capitalisme triomphant de l'époque et les conflits qui commencent à s'y faire jour. Voilà pourquoi l'œuvre de Chéreau est aussi salutaire à notre époque que celle de Wieland en 1951 : l'une est la continuation de l'autre à 10 ans d'intervalle.

Voilà ce qui aurait pu être dit pour être clair en évitant surtout les généralités oiseuses sur les personnages de Wagner qui resteront lettre morte pour tous ceux qui ne connaissent pas Wagner. Et ce n'est pas l'article en question qui leur donnera l'envie d'y aller voir.

Voilà ce que j'avais à dire à propos de cet article : il fallait replacer, pour la comprendre, la production de Chéreau dans le cadre de l'histoire de Bayreuth. Ne pas comprendre cela est plutôt curieux pour des marxistes.

J'ignore si cette lettre sera publiée : un débat est pourtant nécessaire sur ce point et plus généralement sur l'opéra qui est le grand oublié de la rubrique culturelle et c'est bien dommage. Peut-être parce que les ouvriers ne vont pas à l'opéra : l'essentiel n'est-il pas justement, qu'ils y aillent ? Ce patrimoine leur appartient autant qu'à d'autres.

Sautations communistes
Un lecteur sympathisant.

« Rouge » la musique de l'été

A deux jours d'intervalle (3 et 5 août), Rouge a consacré deux articles à la musique dite « classique », c'est assez exceptionnel pour qu'on le souligne. Depuis le n° 1 du quotidien, les articles sur ce sujet maudit ou tabou se comptent sur les doigts des deux mains, presque tous signés du même nom. Mahler et Wagner, Orange et Bayreuth, en deux jours... Ciel ! Quelle « transcoissance » !

J'ai notamment aimé l'article de C. Lister, qui tend à expliquer que Wagner n'est guère plus responsable de l'amour que certains responsables nazis lui ont porté que Marx et la dictature du prolétariat ne sont responsables du goulag stalinien, n'en déplaise aux « nouveaux » philosophes... S'il est permis d'émettre une réserve formelle sur le dit article — qu'encore une fois je trouve extrêmement positif par rapport aux réticences dont la musique « classique » est l'objet de la part de beaucoup de militants et de Rouge — c'est le caractère « savant » réservé à ceux qui connaissent par cœur et qui n'ont pas besoin d'être convaincus : C. Lister aurait pu aisément remplacer « libretto » par livret, en expliquant que c'était le texte, les paroles de l'opéra, indiquer brièvement qui étaient Erda, Sigmund, Wotan... et même comment s'articulaient le Rhin, l'Anneau, l'Or... Il elle aurait pu aussi utilement conseiller livre commode et disques accessibles pour qu'on n'en reste pas à un commentaire littéraire intéressant, mais restant nécessairement insuffisant.

L'article du camarade Antonio me paraît davantage dans la note chère aux militants révolutionnaires ; ça n'est pas tout à fait vrai dans la seule mesure où il a le mérite d'exister, car il faut à nouveau attirer l'attention des camarades sur cette question : pourquoi les articles sur les concerts « classiques », sur les manifestations de musique contemporaine (festival de Royan, honteusement boycotté en 1976 comme en 1977) sont-ils aussi rarissimes dans Rouge ? Pourquoi n'y a-t-il jamais de critiques de disques dans notre journal ? Donc, comment ne pas être joyeux à l'idée qu'Antonio (avec d'autres camarades) ait « fait cent kilomètres » pour aller à Orange entendre Mahler ? Et qu'en plus, il ait trouvé cela « magnifique » au point de penser « au film Pink Floyd à Pompéi » ?

C'est qu'en y regardant d'un peu près, on retrouve dans cet article quelques-uns des préjugés socio-politiques qui expliquent sans doute — sans la justifier en quoi que ce soit — la disgrâce que continue à encourir la musique auprès de trop nombreux militants qui assimilent la musique, son contenu, au réseau de diffusion culturelle actuel, crée par la bourgeoisie pour elle-même comme si ce fait était spécifiquement musical.

(...) Cette volonté a priori et chronique d'associer bourgeoisie et musique « classique » d'avantage que toute autre forme d'expression artistique rend nos camarades aveugles, au point de ne pas percevoir la tendance exactement contraire qui se développe depuis quelques années grâce à la radio, au disque, aux festivals en général, à Orange en particulier : la popularisation massive de la musique « classique » ; non seulement à Orange, l'« habit » est-il devenu exceptionnel, mais ça devient aussi le cas au festival d'Aix-en-Provence, pourtant plus bourgeois, et même à l'Opéra de Paris où l'on va désormais sans devoir s'habiller. Il serait bien sûr absurde de prétendre que nombreux sont les « pros », les banlieusards, les paysans-travailleurs qui vont à Orange régulièrement, mais vont-ils davantage au café-théâtre ? Dans les concerts de jazz ou de musique « pop », ou aux représentations des films des Pink Floyd ? (...)

Jean-François Godchau



Le théâtre Mouffetard est ouvert tout le mois d'août.

A 20 h 45 : pièce de théâtre « Erostrate » de Jean-Paul Sartre, mise en scène Yves Gourvil, relâche dimanche et lundi.

A 22 h 45 : soirées Jazz, animées par Saheb Sarbib Unit et ses invités. Renseignements sur les groupes musicaux tous les soirs au théâtre.

Renseignements et réservations à partir de 19 h au théâtre, 76, rue Mouffetard Paris 5^e ou par téléphone au 336.02.87.

Festival de Hédé (à 20 km de Rennes) jusqu'au 15 août

C'est déjà commencé, mais ça continue jusqu'au 15 août. Le quatrième festival de Hédé est consacré au théâtre. Une soixantaine de représentations doivent y avoir lieu. Il y aura aussi de la musique, de la danse, de la poésie, des spectacles pour enfants, de l'animation permanente.

Hédé se trouve sur la route Rennes-Saint-Malo, à 20 km de Rennes.



TANGO TANGO A MONTPARNASSE

Une bonne surprise ce mois d'août à Paris c'est de pouvoir entendre du tango, du vrai. Ça se passe tous les soirs (sauf le dimanche) à 22 h au café d'Edgar.

La chanson régionale de l'hexagone, la chanson ibérique et latino-américaine ont frayé la voie à une revalorisation du tango en France, chez un public jeune. Si une certaine familiarité avec le castillan reste nécessaire pour l'apprécier pleinement, beaucoup ont été gagnés d'enthousiasme par cette musique tiraillée entre les joies quotidiennes et des lamentations profondes. Astor Piazzolla y a contribué, sans doute. Indépendamment de savoir si à sa musique on peut toujours coller l'étiquette « tango » ou non, Piazzolla a contribué à diffuser la musique de Buenos Aires.

Au café d'Edgar, le chanteur Ernesto Rondo montre qu'il a plusieurs années de métier. Ce n'est pas facile de chanter le tango. Rondo emprunte le ton dramatique habituel. Son répertoire est composé de tangos désormais classiques, qui font toujours frémir les amateurs — tels que *Mano a mano*, *Garufa*, *Tiempos viejos*, *Maleva* — et d'autres dont il est l'auteur. Parmi ses compositions, on retiendra surtout *Mandinga a la suerte* (« comme un pauvre malheureux, je vis entouré d'égoïsme et de fausseté ») et celle dans laquelle il « chante la liberté » (« si les uns la réclament, il y a les autres qui la chantent »).

Rondo ne nous en voudra sûrement pas, néanmoins, d'être davantage attachés aux vieux tangos qu'on connaît presque par cœur, mais qui n'en continuent pas moins à nous remplir d'évocations à chaque fois qu'on les entend. Il ne nous en voudra pas, non plus, de dire que le tango, à Paris ou ailleurs, n'a guère besoin d'un costume folklorique ni d'être chanté en français (même une fois).

Les deux musiciens, Mosalini et Beytelman, sont excellents et on est tout heureux d'apprendre leur projet de

former prochainement un ensemble de tango, avec d'autres musiciens argentins actuellement en Europe. Cela tomberait juste. Le Cuarteto Cedron poursuit une voie marquée par leur engagement politique, avec des compositions sur des vers de Juan Gelman ou des poèmes d'auteurs déjà classiques tels que Raul Gonzalez Tuñon. C'est presque toujours passionnant, mais sans doute qu'on s'éloigne un peu du tango. Piazzolla, désormais une grande vedette, nous enthousiasme, mais c'est aussi une version très personnelle de la musique de Buenos Aires. Dans ce contexte, en France, en Europe, il y a sûrement une bonne place pour un authentique ensemble de tango ouvert à l'évolution moderne, sans pour autant renier ses origines.

Dans l'attente que leur projet aboutisse, le déplacement se justifie absolument pour aller entendre ces deux jeunes musiciens chevronnés que sont Mosalini et Beytelman. José Luis Mosalini joue le bandonéon, l'instrument noble du tango. Il a déjà joué dans les orchestres de Osvaldo Pugliese et de Horacio Salgan, il a aussi accompagné Susana Rinaldi l'année dernière. Gustavo Beytelman, au piano, s'entend merveilleusement avec son camarade. Il est aussi compositeur, auteur de la musique de quelques uns des meilleurs films argentins des dernières années (*la Maffia*, de Torre-Nilsson; *Quebracho*, de Wulicher; *los Gauchos judíos*, de Jusid). C'est une chance de les entendre dans une petite salle comme le café d'Edgar, où on peut les voir de près, car le bandonéon est aussi un plaisir à voir et pas seulement à entendre.

Vous avez jusqu'à la fin du mois, donc, pour ne pas louper ce rendez-vous avec le tango.

Paulo Antonio Paranagua

Café d'Edgar, 58 bd Edgar-Quinet, Paris. Tél. 326.13.68. Disque de Ernesto Rondo édité par lui-même; adresser les commandes (35 F) à EVA Production, Charles Pieroni, 51 rue de Plaisance, 75014 Paris.

Mode d'emploi à l'intention de ceux « qui passeront la soirée en compagnie de FR3 »

20 h 30. Quatrième et dernier volet de *L'inné et l'acquis*. Pas la peine de vous précipiter sur votre téléviseur. Juste un petit coup d'œil, après le générique, sur le palais du facteur Cheval. Puis finissez tranquillement votre dîner. Attaquez en douceur la poire et le fromage. Car ça démarre plutôt mal, *l'Homme et l'immortalité*. Ça donne : « Madame, ça fait combien de temps que vous êtes mariée ? » et « Et vous, Monsieur, est-ce que vous voulez un enfant ? ». Musiquette d'accompagnement (pop de Prismic, musette de bazar). Il faudra expliquer un jour comment des gens qu'on appelle les illustrateurs sonores déversent, à longueur de journée, une graisse épaisse chargée de huiler les rouages de la grande machine à déceler.

Vers 21 h, acheminez-vous quand même, avec le digestif, vers la télé. Car ça s'améliore. Catherine Lamour et Dominique Page ont gardé le meilleur pour la fin. Une séquence égarée d'Alphaville : les membres de la *Société cryogénique de France* expliquent comment ils comptent se faire congeler après leur mort pour se faire réveiller en l'an 2100, sous la responsabilité de la *Rand Corporation*. Ensuite, petit reportage sur une petite ville où des patrons

du XIX^e siècle ont construit non seulement l'usine mais aussi les maisons, l'école. Là, on est patron de père en fils, ouvrier de père en fils. Pour terminer, Robert Tatin, petit nain diabolique, vous insuflera dans les oreilles, entre deux éclats de rire rabelaisiens, un brin d'utopie : « *L'immortalité, c'est la terre qui va transformer en petites fleurs le Tatin.* »

Ainsi mis en joie, vous pourrez regarder *Planète Baruya* de Yan Dunlop, un grand cinéaste. Vous avez peut-être remarqué que la télévision, ces temps-ci, fait beaucoup de place aux « sauvages », aux primitifs, aux Indiens de tout poil (ici, c'est des arborigènes d'Australie qu'il s'agit). C'est que l'été, c'est vacances et les vacances, c'est le dépaysement. Subtils, les programmeurs, pas vrai ? L'émission est patronnée par C. Lévi-Strauss et M. Godelier. Des gens sérieux. Certains disent que le structuralisme de Lévi-Strauss est une machine de guerre contre l'« histoire ». Godelier voudrait réconcilier les deux. Influencé par Althusser, Godelier... Et alors Althusser... Mais ne nous mettons pas à penser : ça bouleverserait les plans des programmeurs.

Richter

Vacances en fêtes



Au Marais

Au centre culturel du Marais, 28 rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, tél. 278.66.65, deux expositions : « Aspects du paysage », œuvres récentes de dix artistes britanniques ; « Naissance d'un art », exposition-cinéma, avec projections inédites de Lumière.

Service compris

N'ALLEZ PAS SEULS AU LARZAC

Si vous allez au Larzac et qu'il vous reste des places dans votre bagnole, pensez à ceux qui voudraient bien y aller aussi et qui préféreraient partir avec vous plutôt que de lever le pouce à l'entrée de l'autoroute. Ils sont quelques uns dans ce cas au centre d'accueil des clubs Unesco, 13, rue de Vaugirard, à Paris (seulement au mois d'août). Donc ne partez pas sans avoir d'abord téléphoné au 326.50.78.

BUSTED

Je suis fauchée et pour pouvoir rentrer de vacances, je cherche une voiture depuis la Côte d'azur jusqu'à Nancy ou éventuellement Dijon, aux environs du 15 août. Téléphoner vers 20 h au (93) 99.05.74.

Rock et Jazz rock à La Rochelle

Du rock et du jazz-rock avec le groupe français Atome, organisé par la maison de quartier de Mireuil-La Rochelle. Le samedi 13 août à 21 h, dans la salle polyvalente de la maison de quartier de Mireuil, aux prix de 15 F, 10 F pour les adhérents et 8 F pour les moins de 18 ans. Le dimanche 14, c'est gratuit, à 18 h, en plein air, au théâtre de verdure du parc de Mireuil. Le mardi 16, c'est toujours gratuit, et en plein air, cette fois à 20 h, place de l'avenue de Prague (face aux bâtiments 17, 16 et 15), à Mireuil. Le mercredi 17, à 21 h, à la salle des fêtes de Bois-Plage (île de Ré), mêmes prix que le 13. Enfin jeudi 18, à 20 h, ça se passe sur le terrain vague près de la Chope, à Mireuil-Bel-Air, gratuit encore.

SOS CRIPTION



Ancien total	620 172,86
Nouvel avoir	7 377,00
Nouveau total	627 549,86
Technicien A2	50,00
Militante PCF pas prête à « fabriquer français » et souscrit à Rouge	50,00
Pilou CCA Nanterre	50,00
Ouvrier métallurgiste Nancy	30,00
B. R. Lyon	100,00
CR banques Lyon	200,00
LCR Lyon Grenoble, « devant le tribunal de Bourgoin »	95,00
Ex-sympathisant OCI Bobigny CT PTT 93	50,00
Militant LCR Bobigny CTA 93	100,00
Anonymes Beauvais	100,00

TELEVISION

Vendredi 12 août

TF 1

- 12.30 Le francophonissime
- 13.00 Journal
- 13.35 Lucien Leuwen
- 18.05 Pour les jeunes
- 18.20 Les mystères de l'Ouest
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Candide caméra
- 20.00 Journal
- 20.30 Au théâtre ce soir
La Mariée est trop belle
Comédie de Michel Duran. Le théâtre est ailleurs : pourquoi pas vous ?
- 22.25 Allons au cinéma
Extraits de *Treize Femmes pour Casanova*, de François Legrand, *le Passé simple*, de Michel Drach et de *les Duellistes*, de Ridley Scott.
- 22.55 Journal



A 2

- 15.00 Le monde en guerre : la meute des loups (1939-1943), la bataille de l'Atlantique.
La guerre des sous-marins.
- 16.00 Aujourd'hui madame
- 16.50 L'homme à la valise
- 17.40 La vie des animaux : le comportement des papillons
Au microscope, la Sésie, le Shinx, l'Actias Selene, le Petit Paon, le papillon Gazé... Si vous ne les connaissez pas, qu'attendez-vous ?
- 18.05 Vacances animées
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 En ce temps-là, la joie de vivre
- 20.00 Journal
- 20.30 La Chasse aux hommes
Feuilleton en sept épisodes, d'après l'œuvre de Paul Violar. Chassé-croisé dans les beaux quartiers.
- 21.35 Ah ! Vous écrivez
Emission de Bernard Pivot, avec les écrivains : Geneviève Dormann, Jacques Perry et Jacques Brenner. Ah ! Si vous lisiez au lieu de regarder ça...
- 22.30 Super-stars
Jeux sportifs à Vichy. Encore la mode rétro...
- 23.50 Journal

FR 3

- 18.10 Emission alsacienne, en dialecte (pour Strasbourg seulement)
Musées d'Alsace.
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Pour la jeunesse
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Vendredi : l'inné et l'acquis ; l'homme et l'immortalité
Emission de Maurice Cazeneuve et J.-P. Alessandri, enquête de Catherine Lamour, réalisation de Dominique Page. Avec notamment le Palais idéal du Facteur Cheval et les témoignages d'Agnès Cattaneo (écrivain) et Robert Tatin (peintre et sculpteur). Comment l'homme s'évertue à laisser des traces de son existence... (Voir notre article.)
- 21.30 Planètes indigènes : planète Baruya
Série de quatre émissions de Maurice Godelier et Michel Treguer, présentées par Claude Lévi-Strauss. Les Baruya vivent à la frontière de la Papouasie et de la Nouvelle Guinée, au creux de deux vallées, entre 2 000 et 2 500 mètres d'altitude. En quelques vingt-cinq ans, ils sont passés de l'autonomie tribale à l'« intégration » dans une société néo-coloniale. Chez eux, la magie est quotidienne. La femme se trouve située entre l'homme et les cochons qu'elle élève. Devenez anthropologue le temps d'un programme de télévision.
- 22.25 Journal



- « Bon courage, à la prochaine paye » 130,00
- J. M. éducateur ES 500,00
- Son patron, ex-vieux sympathisant trotskyste depuis 1945, lecteur occasionnel 10,00
- Militante PS section République XI^e 100,00
- Encore une petite brique pour construire la souscription 160,00
- Diffuseurs Rouen 100,00
- C. M. Toulouse 22,00
- S. P. Vannes 20,00
- Lecteur ivorien 50,00
- Souscription Blois 150,00
- GT Lyon prêt transformé en souscription 4 800,00
- J.-M. B. Paris XVII^e 210,00
- Pour que vive la presse révolutionnaire 300,00

« En 1976, Mireille Bressolles, à bout de recours, avait écrit à Valéry Giscard d'Estaing. Le texte de sa lettre a été retrouvé dans ses papiers après sa mort par le comité de soutien, qui nous a autorisés à le publier*. Parce que, mieux que tout, il donne la mesure de la détermination et du désespoir de Mireille. Est-il nécessaire de préciser qu'une fois de plus, la seule réponse fut le silence ? »

* bien qu'il ne figure pas dans la brochure.

Madame Mireille Bressolles
H. rue Général Leclerc
89 270. Vermenton

Vermenton le 29 avril 1976

Monsieur le Président,

(...) Il faut que vous sachiez que les femmes seules sont mal reçues, mal

renseignées.

Un percepteur se permet de lui saisir la moitié de son salaire sans la prévenir.

Elle est malade, au chômage : on lui suspend son électricité.

Les enfants, qu'importe !

Mais, Monsieur le Président, dans les enfants ne naissent pas, fils ou fille de Président, de médecin, de famille aisée.

Alors, il faut les protéger, les aider afin que leurs chances dans la vie soient les mêmes, que celles des enfants aisés.

A Paris, ce mois-ci, une jeune femme, célibataire, mère d'un enfant de 3 ans, a tué son fils et s'est jetée du 5^{ème} étage car le chômage l'avait réduite à la misère et on lui avait suspendu l'électricité. Elle est morte.

Tous ne pouvez pas considérer ceci comme un simple fait divers. C'est très grave et

vous vous devez d'intervenir afin que pareil drame ne se reproduise plus.

Les femmes seules qui ont un ou plusieurs enfants à élever, ne devraient pas subir l'effeuillage du chômage.

Tout le monde devrait avoir le droit de leur faire subir les plus humiliations parce qu'elles n'ont pas de présence masculine dans leur maison.

Faut-il arriver aux portes de la mort, ou faut-il mourir pour que la justice française se penche sur le cas de gens innocents ?

Je vous laisse le soin de répondre à cette question, ce grave problème.

Sentiments distingués.

Mère célibataire
d'un enfant de 3 ans.

PS Je vous rappelle que je n'ai pas voté pour votre élection, et lors des élections cantonales, je n'ai pas voté pour le candidat de votre majorité car ce candidat malhonnête a brisé ma carrière et ma vie, l'avenir de mon fils, sans aucun scrupule.

Mireille Bressolles

LA DEUXIEME MORT DE MIREILLE BRESSOLLES

Contre l'étouffement officiel, le comité de soutien publie un acte d'accusation

Le 25 mai, à 11 h du matin, Mireille Bressolles était enterrée dans son village natal de Leugny, dans l'Yonne. Elle n'avait pas survécu à soixante-sept jours de grève de la faim. Elle allait avoir 33 ans.

A peine deux mois... et déjà le silence s'est refermé sur Auxerre. Sur une dernière lâcheté : la promesse faite à Mireille — quatre jours avant sa mort — d'être réintégrée dans le poste

dont elle avait été mutée cinq ans auparavant a été annulée, une fois dissipée l'émotion soulevée par la mort de la jeune femme. Ils sont trop nombreux aujourd'hui à souhaiter que soit oubliée l'incroyable accumulation d'ignominie, de froids calculs, d'inconscience, qui a abouti à cette mort. Trop nombreux à ne rêver que de tuer une seconde fois Mireille Bressolles, en refermant définitivement le dossier.

C'est justement ce que refuse le comité de

soutien qui s'était constitué autour de Mireille, rassemblant côte à côte le groupe femmes d'Auxerre, le Planning familial, des organisations politiques (PS, PSU, LCR, OCI) et syndicales (CFDT, section CGT de l'hôpital d'Auxerre). Contre le silence officiel, il vient d'éditer une brochure : « Morte d'une grève de la faim : le dossier Mireille Bressolles » (1). Derrière la relation des faits point par point, c'est un acte d'accusation.

Le silence, le mur. « Désolé M. ou Mme ou Mlle n'est pas là. » Variante plus franche : « Non, M. ou Mme ou Mlle, ne vous recevra pas. » Treize coups de téléphone étalés sur quatre jours. Partout, toujours la même réponse. A la mairie d'Auxerre, M. Soisson, ex-ministre, tout à ses tâches de promotion du Parti républicain, n'est pas joignable. Le premier adjoint a bien accordé un rendez-vous. Mais après qu'il ait été remis une fois, il ne sera plus possible d'en obtenir un second. A la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS), la directrice est absente et aucun inspecteur n'est compétent pour répondre à sa place. A la quatrième tentative, Mlle la directrice fait finalement savoir qu'elle a reçu des consignes strictes « concernant cette affaire » et qu'il faut s'adresser au cabinet du préfet. Lequel évidemment ne répond pas.

veaux. Il clora l'entretien par cette phrase terrible : « Au ministère, nous en sommes restés à quand Mlle Bressolles était vivante... »

Le seul responsable à avoir une certitude aujourd'hui est le nouveau maire de Tonnerre, président du conseil d'administration de l'hôpital de cette ville. Il témoigne : « A l'unanimité, notre conseil d'administration a demandé la création d'un poste d'agent principal. Il ne faisait de doute pour personne que ce poste devait être accordé à Mireille Bressolles, même de façon posthume. C'était le seul moyen de donner une conclusion un peu humaine à cette affaire scandaleuse. J'ai appris brusquement, il y a quelques jours, que malgré notre vote, la DDASS, dernière instance de décision, refuserait cette création. » C'est l'ultime avatar de la longue histoire de Mireille Bressolles.

Les grandes lignes de cette histoire, on les connaît. Le 8 juin 1972, alors employée à l'hôpital d'Auxerre, Mireille Bressolles subissait un conseil de discipline qui décidait, au vu d'un dossier très particulier, qu'elle ne serait pas titularisée comme agent principal.

S'estimant victime d'une injustice, elle démissionnait quelques mois plus tard pour tenter, par tous les moyens, d'obtenir gain de cause. Durant cinq ans, au chômage,

assailie par les créanciers, d'avocats en avocats, Mireille se battait. Elle ira jusqu'au Conseil d'Etat. Pour seule réponse, elle obtiendra partout le silence des portes closes, jusqu'à ce que, à bout de désespoir, elle entame cette grève de la faim dont elle devait mourir.

Un incroyable dossier

Mais ce qu'on connaît moins et que met en lumière le dossier publié récemment par le comité de soutien, ce sont les conditions exactes de la lutte de Mireille. Le fait, par exemple, qu'elle fut, en juin 1972, non titularisée dans un grade qu'elle possédait depuis plusieurs mois déjà. Trois documents publiés par le comité de soutien l'attestent. Le fait aussi que Mireille fut sanctionnée non sur son comportement, mais sur son comportement. Femme, elle aurait dû être, aux yeux de ses supérieurs hiérarchiques, docile, soumise, passive. Mireille était militante de la jeune section CGT de l'hôpital d'Auxerre, mère célibataire sans honte, exigeante quant au fonctionnement d'un service public. Elle dérangeait. Résultat ? La brochure rend public l'incroyable dossier sur

lequel Mireille a été condamnée. Appréciations des responsables du bureau de l'économat : « Mlle Bressolles a attiré l'attention sur elle par une attitude très regrettable. Caractère hautain, autoritaire et prétentieux, méprisant ses collègues, critiquant ses supérieurs. Cet ensemble de faits relègue au second plan les quelques qualités de travail et d'ardeur. » Bureau des entrées : « Ici encore, la notation annuelle fait ressortir des appréciations défavorables des chefs de service dont l'autorité continuellement mise en brèche n'a cessé d'entretenir une atmosphère équivoque. » Hospice : « En réalité, il n'est pas difficile de se rendre compte que Mlle Bressolles faisait exactement ce qui lui plaisait, et souvent en dehors de la mission qui lui était confiée, allant jusqu'à (!) laver les rideaux pour le service (!!), reprenant des effets pour les vieillards (!!!) et se mêlant du fonctionnement des services soignants (?) » (2)

Vous en faut-il plus ? Voici le commentaire du supérieur de Mireille au centre de transfusion sanguine : « Le devoir d'obéissance s'impose à l'agent hospitalier. On observera à ce sujet qu'il est constant qu'un ordre donné par l'autorité supérieure à son subordonné doit être exécuté. A plusieurs reprises, Mlle Bressolles est passée outre, bafouant ainsi l'autorité res-

ponsable. » C'est sur ces rapports que son emploi lui fut retiré.

Un combat d'arrière-garde ?

La brochure du comité de soutien, tout en restituant le sens de la lutte de Mireille, fourmille de détails. Elle ne laisse rien dans l'ombre. Ni l'attitude de la presse — et Rouge, même s'il est moins critiquable que d'autres, peut, à l'instar de Libération, faire son autocritique — ni celle du pouvoir médical, ni celle de la direction de la CGT départementale qui, non seulement refusa de participer au comité de soutien, mais l'accusa d'avoir « permis aux autorités d'atmosphère, créant ainsi l'irréversible ». Combat d'arrière-garde que cette publication ? Pour les membres du comité de soutien, la lutte de Mireille lui survit et mérite d'être menée jusqu'au bout : sa réhabilitation, la réintégration à laquelle elle avait droit. Parce que cette réintégration, même posthume, est une des conditions de l'avenir du fils de Mireille : elle ouvrirait pour lui le droit à une pension. Parce que les responsabilités doivent être déterminées. Et la brochure du comité pose bien des

questions gênantes à l'administration, à la préfecture, au maire...

Mais aussi parce que Mireille Bressolles avait fait de sa lutte celle de tous les humiliés, de tous ceux qui, seuls face à l'appareil du pouvoir, se voient interdire de crier, quand ce n'est pas de vivre. « J'ai conscience que la lutte que j'ai menée seule pendant quatre ans, et avec vous depuis deux mois, dépasse largement mon seul cas individuel », écrivait-elle au cinquième jour de sa grève de la faim. « Les humiliations endurées, les difficultés rencontrées, les portes fermées, j'ai senti cela profondément comme une atteinte grave à la dignité de chaque travailleur placé dans une position analogue. Je souhaite vivement que ce combat que nous menons depuis le 7 mars puisse servir d'exemple et aider, dans l'avenir, des innocentes victimes de graves injustices à se battre pour prouver leur innocence, afin d'avoir droit à une vie normale et digne. » Elle signait : « Mireille, une blouse blanche qui n'a jamais méprisé les blouses bleues. »

Eric Eauvives

(1) Pour se procurer la brochure : Comité Mireille Bressolles, Denise Moreau, Orgy-Chevannes, 89000 Pourrain, ou Sophie Fratini, 12 allée de la Colémine, 89000 Auxerre.

(2) !!! et ??? sont bien évidemment de l'auteur de l'article.

Le silence des portes closes

Restait, en désespoir de cause, le ministère de la Santé. Le dossier Bressolles y était pratiquement inconnu. Pensez ! Deux mois après... Un fonctionnaire de bonne volonté ne put, renseignements pris, apporter d'éléments nou-